Déclaration du Collectif national d'*Ensemble!* après les élections régionales et départementales

La première leçon du 1er et du 2ème tour des élections régionales est l'abstention massive : les deux tiers des électeurs-trices ne sont pas allés voter. Notamment chez les jeunes, les ouvriers-ères, les couches populaires. Cela dénote une aggravation de la crise de la démocratie représentative. C'est le signe d'un désintérêt de l'offre politique et de mécanismes démocratiques qui s'affaiblissent jusqu'à perdre leur sens. De multiples raisons peuvent expliquer cette abstention massive :

- certaines sont conjoncturelles : la crise sanitaire qui démobilise, la méconnaissance du rôle respectif des nouvelles régions et des départements, après les lois de 2015, qui éloignent ces institutions de la population ;
- d'autres sont plus anciennes et structurelles : la perte de sens des mécanismes démocratiques, avec le présidentialisme exacerbé, la perte de crédibilité des propositions politiques après les expériences des gouvernements précédents…

Nous avons l'obligation d'une réflexion nouvelle et plus approfondie sur cette situation. L'enjeu est de taille. Plus que jamais, c'est une nouvelle République sociale, écologique et démocratique qu'il faut promouvoir. Dans les derniers mois, les urgences sociales et écologiques appelaient des réponses en lien avec les luttes. Mais les mouvements sociaux ont rencontré des difficultés à marquer la scène politique. Cependant la lutte des artiste, intermittent-es et précaires du monde de la culture a permis d'aider à mettre la situation des chômeurs-euses et précaires en visibilité politique, avec le combat contre le décret inique du gouvernement (journée de lutte, notamment le 23 avril). La réforme du statut d'EDF (plan Hercule) a également fait l'objet de campagnes et mobilisations unitaires, syndicales, associatives et politiques. Pour des raisons comparables au taux d'abstention, il a été très difficile d'appuyer la bataille électorale des régionales et départementales sur des assemblées citoyennes locales ouvertes-comme ce qui a existé dans certains endroits aux municipales. En effet, les assemblées citoyennes ne se décrètent pas. Le gouvernement et la société cultivent le « chacun pour soi » et ne facilitent pas le collectif indispensable pour construire un autre avenir. Le fossé peut encore s'agrandir entre le « politique » et une majorité de la population qui ne se reconnaît pas dans ce qui lui est proposé et qui ne croit plus qu'« un autre monde soit possible », ou qu'il passe par les voies politiques anciennes. Malgré les difficultés, il faut cependant continuer à tenter de renouveler les modes de mobilisation politiques.

Dans ce contexte de faible participation, il est difficile de tirer des conséquences précises quant aux rapports de force politiques. Le champ politique est très déstabilisé. La bonne nouvelle (contredisant les sondages) est la défaite du RN qui n'a ravi aucune région et vu ses scores très affaiblis. Beaucoup d'électeurs du RN ne se sont pas déplacés. Mais ce serait beaucoup trop hâtif d'en déduire que c'en est fini des dangers que l'extrême droite fait courir, y compris pour 2022. D'autant plus que la domination idéologique des thèmes de l'extrême droite perdure dans le champ politique. La LRM a également subi une défaite importante, et « en même temps » les

manœuvres politiciennes et cyniques de Macron (installation du duo Macron Le Pen comme le seul crédible). Les implantations locales du PS et des droites « classiques » (LR) ont maintenu leurs positions acquises en 2015. La LR parvient cependant la surmonter provisoirement sa crise en mettant sur orbite des « présidentiables » qu'il lui faudra (difficilement) départager. Les listes d'union de la gauche ou de la gauche radicale peinent à percer, même si les querelles de leadership rebondissent entre le PS et EELV. Ensemble! se félicite de la dynamique de campagne en Île-de-France autour de Clémentine Autain et du score obtenu (10,24%) en hausse par rapport au FDG de 2015 (6,6). L'annonce très tôt dans sa campagne de la nécessité de se rassembler pour battre Pécresse a joué un rôle pour la faciliter, et cumuler les résultats du premier tour, sans malheureusement créer une dynamique nouvelle à même de battre Pécresse, qui a mené une campagne haineuse et calomnieuse pour briser cette unité. Ensemble ! salue la campagne et le résultat de Myriam Martin, tête de liste LFI en Occitanie, et dénonce les menaces qu'elle a subies de la part de l'extrême droite durant la campagne. Il faut féliciter les électeurs-trices de l'Île de la Réunion qui ont fait basculer l'Ile à gauche ! Au total, toutes les forces de gauche et de l'écologie politique demeurent très divisées. Mais le champ politique est loin d'être stabilisé. Tout n'est pas écrit d'avance. Les résultats indiquent qu'au-delà des pratiques des appareils il y a un désir de gauche et d'écologie dans la population plus important que ce qui était envisagé.

Des mobilisations sociales nouvelles peuvent surgir (exemple : contre une réforme des retraites) et changer la donne. Il est urgent de créer des dynamiques locales et nationales avec toutes les forces, politiques, syndicales, associatives, citoyennes (par exemple dans le cadre des appels citoyens), pour imposer une démocratie active et définir un contrat de législature pour 2022. Il s'agit aussi d'agir contre toutes les discriminations, pour l'égalité femmes/hommes, la transition écologique, la régularisation des sans-papiers avec des exigences immédiates permettant de lutter contre le chômage, la pauvreté, la précarité, les inégalités, la chasse aux migrants, le racisme.

À quelques mois des présidentielles et législatives de 2022, le débat est lancé dans Ensemble! Le mouvement définira son orientation pour ces échéances dans le courant du mois d'octobre Le Collectif National des 3 et 4 juillet appelle les collectifs et adhérent.es à contribuer au débat tout au long de l'été. Le CN de début septembre aura un débat sur la base de ces textes. Sur la base d'une proposition de l'EAN, il décidera de la manière dont le mouvement déterminera son orientation (consultation des adhérent·e·s, consultation des collectifs, décision du CN…) pour la période marquée par les séquences électorales de 2022 et les autres éléments de la situation.

Le 4 juillet 2021